



Conseil économique et social

Distr. limitée
8 avril 2011
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingtième session

Vienne, 11-15 avril 2011

Point 5 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine
de la prévention du crime et de la justice pénale: ratification et application
des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme**

Hongrie : projet de résolution**

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'approuver le projet de résolution ci-après en vue de son adoption par l'Assemblée générale:

Assistance technique en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme

L'Assemblée générale,

Réaffirmant toutes ses résolutions et toutes celles du Conseil de sécurité sur l'assistance technique à la lutte contre le terrorisme,

Soulignant à nouveau qu'il faut renforcer la coopération internationale, régionale et sous régionale pour prévenir et combattre efficacement le terrorisme, et en particulier améliorer les capacités des États en leur fournissant une assistance technique,

Rappelant sa résolution 65/232 du 21 décembre 2010, dans laquelle elle a prié à nouveau l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'intensifier l'assistance technique qu'il dispensait aux États Membres qui en faisaient la demande et de renforcer la coopération internationale en matière de prévention et de

* E/CN.15/2011/1.

** Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne.



répression du terrorisme en facilitant la ratification et la mise en œuvre des conventions et protocoles universels relatifs à cette question,

Rappelant également sa résolution 64/297 du 8 septembre 2010, dans laquelle elle a réaffirmé la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies¹ et a souligné qu'il importait de renforcer la coopération entre les entités des Nations Unies et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme en vue de garantir la coordination et la cohérence d'ensemble de la lutte antiterroriste menée à l'échelle du système, et qu'il était nécessaire de promouvoir la transparence et d'éviter les chevauchements d'activités,

Réitérant les engagements pris par les États Membres de poursuivre la mise en œuvre de tous les aspects de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, qui réaffirme, entre autres, que le respect des droits de l'homme de tous et de l'état de droit constitue le principe fondamental de la lutte antiterroriste,

Réaffirmant sa résolution 65/221 du 21 décembre 2010, dans laquelle elle a engagé les organes et entités compétents des Nations Unies ainsi que les organisations internationales, régionales et sous-régionales qui fournissaient une assistance technique en matière de prévention et de répression du terrorisme à intensifier leurs efforts pour faire du respect du droit international des droits de l'homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire international, ainsi que de l'état de droit, un élément de cette assistance,

Réaffirmant sa résolution 65/232 du 21 décembre 2010, dans laquelle elle s'est déclarée vivement préoccupée par les rapports qui existaient parfois entre certaines formes de criminalité transnationale organisée et le terrorisme, a souligné la nécessité de resserrer la coopération aux échelons national, sous-régional, régional et international afin de mieux relever ce nouveau défi et a insisté sur la nécessité de s'employer collectivement à prévenir et à combattre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

Réaffirmant que c'est aux États Membres qu'il incombe au premier chef d'appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies et reconnaissant qu'il faut renforcer le rôle important que joue l'Organisation, en coordination avec les autres organisations internationales, régionales et sous-régionales, pour ce qui est d'aider à appliquer la Stratégie de façon cohérente aux échelons national, régional et mondial et d'offrir une assistance, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités,

1. *Demande instamment* aux États Membres qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de devenir parties aux conventions et protocoles internationaux existants relatifs au terrorisme, notamment les plus récents, dont la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale et le Protocole complémentaire à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, tous deux adoptés le 10 septembre 2010, et prie l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, dans le cadre de son mandat et en coordination étroite avec les entités compétentes de l'Équipe spéciale de lutte contre

¹ Résolution 60/288 de l'Assemblée générale.

le terrorisme, de continuer de fournir aux États Membres une assistance technique aux fins de la ratification de ces instruments juridiques internationaux et de leur incorporation dans la législation nationale;

2. *Engage* les États Membres à continuer de renforcer la coordination et la coopération internationales pour prévenir et combattre le terrorisme, notamment en concluant, le cas échéant, des traités bilatéraux et multilatéraux d'extradition et d'entraide judiciaire, en conformité avec le droit international et avec les obligations juridiques internationales, et de faire en sorte que tous les personnels intéressés soient convenablement formés à la mise en œuvre de la coopération internationale, et invite l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à fournir à cette fin, dans le cadre de son mandat, une assistance technique aux États Membres, notamment en continuant et en s'efforçant davantage d'aider à l'élaboration et au renforcement de mécanismes et de plates-formes efficaces de coopération internationale en matière pénale dans la lutte contre le terrorisme;

3. *Souligne* qu'il importe de créer et de maintenir des systèmes de justice pénale équitables et efficaces, conformément au droit international applicable, comme base fondamentale de toute stratégie de lutte contre le terrorisme, et prie l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de tenir compte, lorsqu'il y a lieu, dans son assistance technique à la lutte contre le terrorisme et les activités criminelles connexes, des éléments nécessaires au développement des capacités nationales, en vue de renforcer les systèmes de justice pénale et l'état de droit;

4. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer de développer, dans le cadre de son mandat, des connaissances juridiques spécialisées sur les questions de lutte contre le terrorisme et les thèmes relevant des mandats de l'Office, y compris le terrorisme nucléaire, chimique, biologique et radiologique, les infractions terroristes liées aux transports, le financement du terrorisme, l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes et le rôle des victimes dans les procédures pénales relatives à des actes terroristes;

5. *Demande* à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer de fournir une assistance technique aux États Membres afin de renforcer leurs capacités de ratification et de mise en œuvre des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, notamment par le biais de l'élaboration d'outils techniques, de publications et d'initiatives, tels que le Recueil de cas sur les affaires de terrorisme et le Programme de formation juridique contre le terrorisme, et de la formation des personnels des services de justice pénale;

6. *Prie instamment* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en coordination avec le Comité contre le terrorisme, sa Direction exécutive et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, de renforcer sa collaboration avec les organisations internationales et les organismes compétents des Nations Unies, ainsi qu'avec les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux, lorsqu'il y a lieu, pour dispenser une assistance technique;

7. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer de privilégier la mise en œuvre d'une approche intégrée à travers la promotion de ses programmes régionaux et thématiques et de s'appuyer sur ses mandats complémentaires dans des domaines concernant des activités criminelles connexes;

8. *Encourage* les États Membres à coopérer et à tenir compte, le cas échéant, y compris par la mise en commun efficace d'informations et de données d'expérience, des liens entre le terrorisme et les activités criminelles connexes afin de renforcer les actions de la justice pénale contre le terrorisme, et demande à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'appuyer, dans le cadre de ses mandats pertinents, les efforts des États Membres qui en font la demande à cet égard;

9. *Remercie* tous les États Membres qui ont soutenu les activités d'assistance technique de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, par des contributions financières notamment, et invite tous les États Membres à envisager de verser des contributions financières volontaires supplémentaires ainsi que d'apporter un appui en nature, d'autant plus qu'une assistance technique accrue et efficace s'impose pour faciliter l'application des dispositions pertinentes de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies²;

10. *Prie* le Secrétaire général d'assurer à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime des ressources suffisantes pour mener les activités prévues par son mandat, notamment en matière de lutte contre le terrorisme, afin d'aider les États Membres qui en font la demande à mettre en œuvre les éléments pertinents de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies;

11. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-septième session un rapport sur l'application de la présente résolution.

² Ibid.